

ABDELLATIF MAÂZOUZ

PRÉSIDENT DU
CONSEIL DE LA RÉGION
CASABLANCA-SETTAT



CASABLANCA-SETTAT

Zones d'activité : du nouveau
dès septembre prochain

La région s'engage dans une phase de transformation profonde de son tissu économique à travers le développement massif et structuré de zones d'activité. L'objectif est clair : lever les obstacles historiques liés au foncier, créer des emplois durables et diversifiés, et mettre en place un cadre d'investissement attractif, moderne et responsable. Le lancement à la rentrée prochaine des appels à manifestation d'intérêt pour les zones de Laghdira et Settât représente une étape clé dans ce processus ambitieux.

festation d'intérêt pour deux grandes zones d'activité. Ces projets concernent la zone de Laghdira, qui s'étend sur une superficie de 250 hectares, ainsi que la zone de Settât, d'une superficie plus modeste de 54 hectares. Ces appels visent à mobiliser investisseurs et

sident de la région indique par ailleurs que Casablanca-Settât a déjà engagé la mobilisation de 700 hectares dédiés à l'industrie et à la logistique. Cette surface conséquente témoigne d'un effort inédit visant à offrir un foncier adapté aux besoins des entreprises, dans le but

dustries et à la logistique, et des zones de proximité plus petites, adaptées aux petites et très petites entreprises (PME et TPE). Ces dernières zones, de taille plus réduite, sont conçues pour faciliter l'implantation d'entreprises locales, souvent issues des quartiers environnants, qui constituent un vivier important de création d'emplois, relève Maâzouz.

Casablanca-Settât a déjà engagé la mobilisation de 700 hectares dédiés à l'industrie et à la logistique. Cette surface conséquente témoigne d'un effort inédit visant à offrir un foncier adapté aux besoins des entreprises, dans le but de dynamiser l'attractivité économique locale.

UN DÉVELOPPEMENT INCLUSIF
ET DURABLE

Un exemple concret est la zone Ahl Loughlam, située à Sidi Bernoussi, qui s'étend sur dix hectares. Cette zone est déjà entièrement commercialisée, en lots à la location, et devrait permettre la création d'environ 4.000 emplois. Située à proximité immédiate de quartiers à forte sensibilité sociale, comme Sidi Moumen, cette zone représente un levier économique important pour la région. Elle répond à une double problématique, celle d'offrir un cadre adapté aux entreprises et générer des opportunités d'emploi pour des populations souvent fragilisées. Dans le même esprit, une autre zone de petite taille, d'environ quatre hectares, est en cours d'aménagement à Errachad,

La rentrée prochaine marquera une étape cruciale dans la politique d'aménagement économique de la région avec le lancement d'un appel à mani-

aménageurs pour prendre part à ces projets structurants. Selon Abdellatif Maazouz, ils s'inscrivent dans une démarche volontariste visant à lever l'un des principaux freins à l'investissement dans la région : le manque de foncier aménagé et disponible. Le pré-

de dynamiser l'attractivité économique locale. Le développement des zones d'activité s'inscrit dans une stratégie globale, ambitieuse et innovante. Il s'agit pour la première fois d'un modèle régional moderne, combinant à la fois des espaces destinés aux grandes in-



bition est de proposer non seulement des espaces industriels, mais aussi des lieux de vie professionnelle intégrés, capables de répondre aux attentes des entrepreneurs contemporains. Le chemin vers la concrétisation de ces projets est semé de défis. La région doit d'abord mener à bien l'acquisition foncière nécessaire, souvent complexe en raison des contraintes administratives et des négociations avec les propriétaires. Ensuite, il faut définir un modèle économique cohérent, capable d'attirer des investisseurs sérieux et de garantir la rentabilité et la pérennité des zones. La coordination avec les aménageurs et les investisseurs est également un enjeu majeur. La réussite dépendra de la capacité des différents acteurs à travailler ensemble dans une démarche collaborative et structurée. Ces projets, soutenus par une politique volontariste, portent la promesse d'un avenir économique dynamique, inclusif et durable pour la région.

dans la commune de Mejjatia au niveau de Médiouna. Cette zone vise particulièrement à accueillir des activités de proximité. Elle s'inscrit également dans une dynamique sociale, notamment en intégrant les populations délocalisées suite aux opérations de lutte contre les bidonvilles. Les zones d'activité en cours de développement adoptent un modèle qui dépasse les standards classiques. Elles intègrent des normes modernes d'aménagement urbain et

environnemental, incluant la gestion durable des déchets, la préservation des espaces verts, et la mise en place de services de proximité pour les entreprises et leurs salariés. Ces zones sont pensées pour être à la fois attractives, fonctionnelles et respectueuses de l'environnement. Ce modèle vise à créer un environnement propice à l'implantation d'entreprises de divers secteurs, favorisant ainsi la diversification économique de la région. L'am-



EAUX USÉES : APRÈS SIDI BERNOUSSI, UNE DEUXIÈME STATION OPÉRATIONNELLE À EL HANK

Dans un contexte où la ressource en eau devient de plus en plus rare, voire parfois quasi inexistante, Casablanca innove pour préserver ses espaces verts et garantir leur entretien durable. La ville s'est engagée depuis plusieurs années dans une stratégie ambitieuse visant à exploiter des ressources hydriques non conventionnelles, notamment la réutilisation des eaux usées traitées. À ce titre, un premier pas concret a été fait par la collecte d'eaux dispersées issues de différentes sources pour irriguer ponctuellement certains quartiers, comme le secteur d'Aïn Diab. Mais c'est surtout la mise en place de stations dédiées à la réutilisation des eaux usées qui marque un tournant structurant pour la gestion de l'eau à Casablanca. La première station opérationnelle, située à Sidi Bernoussi, alimente désormais en eau recyclée l'ensemble de la partie nord de Casablanca, couvrant notamment les zones le long de l'autoroute en direction de Rabat et ses environs. Ce projet a permis de réduire significativement la pression sur les ressources en eau potable, tout en maintenant les espaces verts essentiels au cadre de vie urbain. En exclusivité, Abdellatif Maâzouz nous apprend qu'une deuxième station de réutilisation des eaux usées, implantée à El Hank, site auparavant géré par Lydec, sera mise en service d'ici la fin de l'année. Cette installation permettra d'arroser la zone d'Anfa, incluant des sites emblématiques tels que la mosquée Hassan II, le golf d'Anfa et le parc de la Ligue arabe. Grâce à cette nouvelle infrastructure, ces espaces bénéficieront d'une irrigation durable à base d'eau recyclée, contribuant ainsi à la préservation environnementale et à l'embellissement de la ville.

HORIZON PRESS
GROUP

RECRUTE

**JOURNALISTES
Seniors et Juniors
pour ses supports**



ÉCO

Le **Site** Info



ÉCO.ma

Envoyer CV + Photo + Lettre de motivation
recrute@leseco.ma

À la tête de la région la plus stratégique du pays, Abdellatif Maâzouz défend une vision volontariste du développement régional et détaille les grands chantiers en cours pour transformer Casablanca-Settat. Entre projets structurants, gouvernance régionale, transition écologique et attractivité économique, le président du Conseil régional dresse un état des lieux ambitieux et dévoile les leviers mobilisés pour hisser la région à la hauteur de ses potentialités.

Quel rôle joue la région Casablanca-Settat dans le développement territorial de la métropole et comment gérez-vous la relation entre la région et la commune de Casablanca ? Où s'arrête l'une et où commence l'autre ?

La région a un rôle central et stratégique. Elle ne doit pas se contenter d'être un simple relais ou un exécutant de décisions prises ailleurs. Sa mission est d'élaborer une vision claire et cohérente pour le territoire, de planifier les grands projets structurants, de mobiliser les ressources et de piloter leur mise en œuvre en collaboration étroite avec les communes, l'État et les autres partenaires. La loi 11-14 sur la régionalisation avancée nous confère ce cadre, et c'est ce cadre que nous nous efforçons de mettre en pratique au quotidien. Nous ne sommes pas là pour simplement compléter des projets initiés ailleurs, mais pour être des acteurs structurants. Au sein du conseil régional, nous nous appuyons sur cette vision pour conduire des projets structurants à large échelle, tout en soutenant les communes sur des projets de proximité. C'est une erreur courante que de réduire Casablanca à sa seule commune urbaine. En réalité, Casablanca est une métropole qui dépasse largement ses limites administratives. La région Casablanca-Settat englobe Casablanca, mais aussi Nouaceur, Médouna, Benslimane, Berrechid, Settat, Mohammedia, et d'autres territoires qui participent à la dynamique métropolitaine. Par exemple, le Grand Stade Hassan II est à Benslimane, donc hors de la commune de Casablanca, mais bien dans la région. Certaines compétences comme l'éclairage public sont strictement communales, tandis que d'autres, comme les espaces verts, sont gérées conjointement. La société Casa Baia, que la région cofinance, intervient



ABDELLATIF MAÂZOUC

Président du Conseil de la région Casablanca-Settat

“Notre ambition : conjuguer croissance, inclusion et durabilité”

aussi au-delà de Casablanca, notamment à Nouaceur et Médouna. Cette complémentarité est essentielle, surtout pour des projets structurants où la région joue un rôle clé.

En termes de projets concrets, comment se matérialise ce partage des attributions ?

Nous avons concentré nos efforts sur plusieurs axes prioritaires. En mobilité, nous avons réalisé une nouvelle route entre Casablanca et l'aéroport via Taddart. Nous avons aussi aménagé les trémies de Dar Bouazza pour fluidifier la liaison avec Casablanca Sud. Il y a également, parmi nos réalisations, les lignes 3 et 4 du tramway, le renouvellement du parc de bus et le lancement du BHNS qui ont profondément transformé le paysage des transports urbains. Mais nous irons encore plus loin avec le projet de Réseau express régional (RER) et de train régional (voir encadré). D'autres projets majeurs comprennent la construction de deux grands échangeurs (Sidi Maârouf et Zenata), l'aménagement d'une voie côtière fluide entre Oued Cherrat et Mohammedia, ainsi que la création de zones d'activité économique modernes pour soutenir l'emploi et l'investissement.

Vous avez évoqué les zones d'activité économique. Quel rôle jouent-elles dans le développement régional ?

Ces zones sont un levier essentiel pour la création d'emplois et l'attractivité économique. Nous avons plus de 700 hectares (ha) dédiés aux zones industrielles et logistiques, avec deux projets majeurs en cours : Laghdira (250

plus petites, destinées aux PME et TPE, comme la zone d'Ahl Loughlam à Sidi Bernoussi (10 ha), qui devrait générer 4.000 emplois directs. Nous mettons un point d'honneur à aménager ces zones selon les normes environnementales les plus strictes, avec des infrastructures modernes, pour créer un cadre attractif et durable.

La pollution est un sujet majeur. Quelles sont les actions engagées en la matière ?

L'environnement est au cœur de nos priorités. Nous travaillons sur plusieurs fronts : réduction des déchets, amélioration de la qualité de l'air, reboisement, gestion de l'eau, et planification territoriale avec le schéma régional d'aménagement. Le projet de la décharge nouvelle génération de Médouna est emblématique. Sur un budget total de 18 milliards de dirhams, 80% concerne cette décharge qui transforme les déchets en ressources via le tri, le recyclage et la production d'énergie. Cette nouvelle décharge occupera seulement 40 ha contre 950 auparavant, et elle respecte les normes sanitaires et environnementales les plus exigeantes. L'ancienne décharge de Médouna ne sera pas seulement réhabilitée : elle est en cours de transformation en colline verte, avec un parc accessible en surface, sans odeurs, preuve par l'exemple du changement de cap environnemental. Cette plateforme intégrée constitue un investissement inédit à l'échelle nationale. C'est un véritable «éco-campus» des déchets, qui vise à montrer que développement urbain et responsabilité écologique peuvent coexister. Le différentiel de coût n'a pas d'équivalent en termes d'effet sur la santé. En matière de pollution, les normes sont strictes : tolérance zéro dans la plupart des zones, des stations de mesure sont en place, et la qualité de l'air s'améliore progressivement. Je milite pour la pu-

«C'est une erreur courante que de réduire Casablanca à sa seule commune urbaine. En réalité, Casablanca est une métropole qui dépasse largement ses limites administratives. La région Casablanca-Settat englobe Casablanca, mais aussi Nouaceur, Médouna, Benslimane, Berrechid, Settat, Mohammedia, et d'autres territoires».

ha) et Settat (54 ha), qui répondront aux besoins des grandes entreprises et des investisseurs. Parallèlement, nous développons des zones de proximité,

blication des bulletins de qualité de l'air, pour sensibiliser et responsabiliser les citoyens. La pollution est un enjeu de santé majeur, probablement plus grave

que le Covid. Cela dit, le Maroc est bien positionné internationalement sur les objectifs de développement durable, et nous faisons partie des pays leaders dans la lutte contre la pollution. Concernant la problématique de l'eau, nous avons mis en service plusieurs stations de réutilisation des eaux usées, qui irriguent nombre d'espaces verts de Casablanca, et nous développons un vaste programme de stations de dessalement et de déminéralisation pour assurer une ressource potable durable, notamment dans les zones rurales et périurbaines. Plus d'une trentaine sont prévues et la moitié est déjà opérationnelle dans des localités comme Settat, Sidi Bennour et Benslimane. Ce maillage permet de garantir l'accès à l'eau potable malgré le stress hydrique. Beaucoup de gens boivent déjà de l'eau dessalée sans le savoir. Il n'y a aucune différence avec l'eau conventionnelle.

Comment la région répond-elle aux défis du développement rural ?

Même si la majorité de la population est urbaine, la région est majoritairement rurale en superficie. Nous devons donc veiller à réduire les inégalités territoriales. Nous investissons dans la construction et la réhabilitation de routes rurales. La lutte contre l'exode rural passe par des infrastructures solides. Déjà, 2.000 kilomètres de routes rurales ont été construits depuis le lancement du Plan régional de développement. 1.500 kilomètres supplémentaires sont en cours de réalisation. L'accès à l'eau, à l'électricité, à l'assainissement et aux services sociaux est aussi au cœur de notre stratégie. Des centres émergents seront aménagés pour structurer l'espace rural autour de pôles intermédiaires, dotés d'équipements de santé, d'éducation et d'emploi.

Quels sont les principaux défis que vous rencontrez dans la gestion régionale ?

La complexité institutionnelle est un défi majeur. La régionalisation avancée est encore en phase de consolidation, et le rôle des communes, des wilayas et des départements ministériels n'est pas toujours clairement délimité. Cela génère parfois des retards et des lourdeurs administratives. Il faut aussi accélérer la cadence entre la décision politique et le démarrage effectif des projets, lequel est souvent ralenti par les procédures d'appels d'offres, les contrôles et la multiplicité des acteurs. Enfin, le défi financier reste per-

manent : il faut réussir à mobiliser des ressources complémentaires pour aller au-delà des limites du budget régional. Nous avons la chance d'avoir une majorité stable au conseil régional, ce qui facilite la prise de décision rapide. Nous avons gagné en efficacité sur les délais d'exécution des projets, même si les procédures préalables (contrôles, visas) restent lourdes et échappent parfois à notre contrôle. Dans le cadre de la régionalisation avancée, nous progressons bien, même si c'est un processus long et complexe.

La région accueillera plusieurs grands événements sportifs,

notamment la CAN et la Coupe du monde 2030. Quel impact ces événements auront-ils sur votre stratégie ?

Ces événements constituent un formidable catalyseur pour accélérer la modernisation des infrastructures et valoriser la région à l'échelle internationale. Un comité régional dédié fédère tous les acteurs pour assurer une préparation optimale : mobilité, sécurité, accueil, animation urbaine. Cela crée un effet levier qui profite aussi au développement à long terme, en renforçant l'attractivité touristique, économique et sociale de Casablanca-Settat.



RER, TRAINS RÉGIONAUX... CASABLANCA-SETTAT REDESSINE SA CARTE DE LA MOBILITÉ

La région Casablanca-Settat s'apprête à vivre une transformation majeure en matière de mobilité urbaine et régionale. À l'initiative de la région elle-même, un projet ambitieux est en cours de développement en partenariat étroit avec l'ONCF. Il repose sur un réseau intégré mêlant Réseau express régional (RER) et trains régionaux. Ceci, dans la continuité des projets structurants de tramways et BHNS (Bus à haut niveau de service). Dans le détail, le RER reliera Benslimane à Nouaceur en passant par Casablanca et en desservant dix-huit arrêts. Conçu comme un moyen de transport de proximité, ce réseau offrira un service rapide, fiable et régulier, avec un passage toutes les douze minutes, promet Abdellatif Maâzouz. Il se distingue du train régional par sa fréquence élevée et sa vocation purement urbaine et périurbaine.

En parallèle, deux lignes de trains régionaux sont prévues. La première reliera Casablanca à El Jadida à partir d'une nouvelle gare centrale, qui devrait être achevée d'ici 2029. Cette ligne sera exploitée avec une fréquence soutenue et des arrêts réguliers tout au long du parcours. La seconde ligne partira de Casablanca en direction de Settat, en passant notamment par Dar Bouazza, dans une logique similaire à celle du Train navette rapide (TNR) actuel. Selon les zones, la fréquence oscillera entre quinze et trente minutes.

Ce vaste chantier de mobilité représente un investissement global de huit milliards de dirhams, dont cinq milliards et demi seront pris en charge par la région Casablanca-Settat. Celle-ci supporte ainsi la plus grande part du financement, devant Rabat-Salé-Kénitra et Marrakech-Safi, également concernées par l'extension du réseau régional.

Cette ambition ferroviaire s'inscrit dans la continuité des efforts déployés pour moderniser le transport public dans la métropole. Les lignes 3 et 4 du tramway sont opérationnelles, tout comme celle du BHNS, et les nouveaux bus mis en circulation ont déjà contribué à transformer significativement l'expérience des usagers. «À terme, l'objectif est que tout habitant de la région puisse disposer, à moins de dix minutes de chez lui, d'un moyen de transport fiable et accessible», résume le président du Conseil régional de Casablanca Settat.

CASABLANCA-SETTAT

La région se positionne comme un laboratoire de la régionalisation avancée

La région Casablanca-Settat accélère sa transformation. Mobilité, zones industrielles, transition écologique, infrastructures rurales... Sous l'impulsion d'Abdellatif Maâzouz, son président, la première région du Royaume se positionne comme un laboratoire de la régionalisation avancée et de la gouvernance intégrée. Un virage structurant qui conjugue vision métropolitaine, innovation territoriale et efficacité budgétaire. Synthèse.



Casablanca-Settat change d'échelle. La région la plus peuplée et la plus productive du Royaume s'engage dans une nouvelle ère de projets structurants, conçus comme autant de leviers de transformation économique, sociale et écologique. Dans un entretien accordé à Les Inspirations ÉCO dans le cadre du cycle «L'Invité des ÉCO», Abdellatif Maâzouz, président du Conseil régional, revient en détail sur cette dynamique multisectorielle, en droite ligne avec les ambitions de la régionalisation avancée et les échéances continentales à venir, comme la CAN 2025 et la Coupe du Monde 2030. Docteur en économie, enseignant depuis plus de quarante ans, ancien ministre, banquier, maire, aujourd'hui président de région, Abdellatif Maâzouz incarne une approche transversale et rigoureuse de la gouvernance. Pour lui, «la région n'a pas vocation à dupliquer les mis-

sions de l'État ou des collectivités locales, mais à planifier, initier et coordonner des politiques publiques cohérentes à l'échelle territoriale. Cette logique de gouvernance repose sur une vision métropolitaine englobant l'ensemble du territoire régional : Casablanca, bien sûr, mais aussi Nouaceur, Médiouna, Settat, Berrechid, Benslimane ou encore Mohammédia». Ce changement d'échelle impose une articulation étroite entre les différentes strates institutionnelles (communes, wilaya, départements ministériels) et une attention particulière aux spécificités des territoires ruraux.

MOBILITÉ, LA GRANDE LOCOMOTIVE

Le premier pilier de cette transformation concerne la mobilité, que Maâzouz qualifie

de colonne vertébrale du développement régional. Plusieurs projets phares sont d'ores et déjà réalisés. Une route stratégique reliant Taddart à l'aéroport Mohammed V, conçue avec le ministère de l'Équipement, offre une alternative structurante au réseau actuel. À Dar Bouazza, une enveloppe de 2 milliards de dirhams a été mobilisée pour décongestionner le trafic à travers des trémies et échangeurs, facilitant l'accès à Nouaceur et Berrechid. À Casablanca même, les lignes 3 et 4 du tramway ainsi que les nouveaux bus à haut niveau de service ont profondément remodelé le transport public. Au-delà de l'agglomération, un projet de réseau express régional (RER) reliant Casablanca à Benslimane et Nouaceur prévoit 18 arrêts et mobilise un budget de 8

milliards de dirhams, financé à 70% par la région. Des lignes ferroviaires régionales sont également programmées en direction de Settat et El-Jadida. À cela s'ajoutent une série d'échangeurs à Sidi Maârouf et Zenata, attendus pour la fin de l'année 2025, ainsi qu'une voie côtière entièrement repensée entre Oued Cherrat, Sidi Bouzid et Oualidia. Deuxième axe stratégique : l'économie productive. La région mise sur le foncier industriel pour attirer les investisseurs et accompagner l'émergence de nouvelles zones économiques. Déjà, 700 hectares de foncier ont été mobilisés. À Settat, une zone industrielle est en préparation, tandis que Laghdira accueillera un site de 54 hectares, les deux devant faire l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt dès septembre pro-



UN EMPRUNT OBLIGATAIRE D'UN MILLIARD DE DIRHAMS POUR SEPTEMBRE

La région s'apprête à franchir une étape importante dans le financement de ses projets structurants avec le lancement imminent d'un emprunt obligataire d'un milliard de dirhams, prévu pour début septembre. «Ce premier emprunt marque un tournant dans la stratégie financière régionale, appuyée par des partenaires financiers et bailleurs de fonds solides, qui manifestent une confiance croissante en la capacité de la région à gérer efficacement sa dette», explique Abdellatif Maâzouz, président du Conseil régional. Initialement programmé pour juillet, ce lancement a été décalé afin d'éviter des coûts inutiles liés à un contexte économique ou financier non optimal. L'objectif affiché est ambitieux. La région envisage de mobiliser entre 3 et 4 milliards de dirhams par emprunt pour financer les grands projets régionaux. Cette capacité d'endettement reste particulièrement saine et maîtrisée. À l'arrivée de l'actuelle équipe, la dette régionale a été réduite de manière significative afin de dégager de la marge et permettre d'envisager des emprunts d'envergure. «Aujourd'hui, le taux d'endettement ne dépasse pas les 10% par rapport aux ressources de la région, un indicateur rassurant qui souligne une gestion rigoureuse et prudente. La région applique une politique dynamique de gestion de sa dette, qui ne se limite pas à un simple emprunt puis remboursement, mais qui anticipe et optimise en permanence l'ensemble de son passif financier», souligne le président. Au-delà de l'aspect financier, la gouvernance régionale joue un rôle clé dans la réussite de cette stratégie. La région bénéficie d'un dispositif juridico-administratif solide, renforcé par une majorité politique compacte et cohérente. Cette organisation resserrée facilite ainsi la mise en œuvre des projets. Reste un défi majeur : la réduction des délais entre la décision politique, le vote des projets par le conseil régional, et le démarrage effectif des travaux. Si la durée de réalisation des projets s'est nettement améliorée au cours des deux dernières années, grâce à une meilleure gestion, les phases préparatoires ralentissent encore le processus.

chain. Pour soutenir les petites structures, des zones d'activité de proximité dédiées aux TPE sont en cours d'aménagement, notamment à Sidi Bernoussi (Ahl Loughlam) et Médiouna (Errachad). L'objectif est de construire des écosystèmes mixtes, durables et intégrés, selon un modèle inspiré de Sapino (Société d'aménagement du parc industriel Nouaceur) mais revu pour répondre aux standards environnementaux actuels. La dimension environnementale occupe une place centrale dans cette stratégie. La région s'apprête à tourner la page des anciennes décharges polluantes, en particulier celle de Médiouna, qui sera remplacée par une nouvelle infrastructure entièrement dédiée à la valorisation des déchets, qu'il s'agisse de recyclage ou d'incinération énergétique. Le budget mobilisé pour cette transformation s'élève à 16 milliards de dirhams. En parallèle, la question de l'eau est abordée avec pragmatisme. «La station de réutilisation des eaux usées de Sidi Bernoussi est déjà opérationnelle, tandis que celle d'El Hank, destinée à irriguer les espaces verts de tout Anfa, sera livrée d'ici fin 2025», annonce Maâzouz. Pour répondre aux besoins des zones rurales, des stations monoblocs de dessalement ont été installées à Settat, Berrechid, Sidi Bennour et Benslimane. Une trentaine d'unités sont prévues à terme. Enfin, la région s'équipe en stations de mesure de la qualité de l'air, avec une volonté d'informer le public en temps réel.

UNE CAPACITÉ DE FINANCEMENT SOUTENABLE

Loin d'être cantonné aux grands pôles urbains, le développement régional inclut également une stratégie ambitieuse pour les territoires ruraux, qui représentent près des trois quarts de la superficie de Casablanca-Settat. Pour prévenir l'exode et améliorer les conditions de vie, plus de 2.000 kilomètres de routes rurales ont déjà été livrées, avec 1.500 kilomètres supplémentaires en cours. L'accès à l'eau potable, l'assainissement et l'électrification sont traités en coordination avec la Société régionale multiservices Casablanca-Settat. Des centres émergents se dessinent dans plusieurs provinces, combinant infrastructures sanitaires, services publics et aménagements socio-économiques. Côté gouvernance, la région adopte une logique d'ingénierie financière assumée. Le budget prévisionnel pour 2025 s'élève à 1,4 milliard de dirhams, mais c'est surtout par effet de levier que la région entend peser. À ce jour, 14,5 milliards de dirhams ont été engagés dans le cadre du Plan de développement régional, alors que la contribution initiale de la région n'était que de 12 milliards. Pour soutenir cet effort, un premier emprunt obligataire d'un milliard de dirhams sera lancé en septembre 2025. Il pourrait être suivi d'autres, dans une limite prudente. Le taux d'endettement régional demeure inférieur à 10%, garantissant

une capacité de financement soutenable. «Chaque dirham investi par la région doit attirer trois dirhams de partenaires», résume Maâzouz (voir encadré). L'approche partenariale est donc au cœur de la méthode Casablanca-Settat, qu'il s'agisse de co-financements avec les ministères, de montages avec les bailleurs internatio-

naux ou de projets portés par les sociétés de développement local. Cette dynamique s'inscrit également dans une perspective plus large. Les grands événements internationaux, comme la CAN 2025 et la Coupe du monde 2030, agissent comme des catalyseurs, donnant un coup d'accélérateur aux chantiers d'infrastructures, d'embellis-

sement, de services et d'accessibilité. En filigrane, c'est un nouveau contrat territorial qui se dessine. Casablanca-Settat dépasse le cadre régional pour s'imposer comme un territoire-métropole, où connectivité, durabilité, inclusion et intelligence territoriale sont les piliers d'un projet qui entend faire école à l'échelle nationale.



Retrouvez toute **l'actualité** économique sur notre **site d'information**





Lors de sa visite au siège d'Horizon Press, le président de la région Casablanca - Settat a exposé les priorités de son mandat.



Malgré son apparente décontraction, Abdellatif Maâzouz prépare le terrain pour les importantes échéances qui attendent sa région et le Royaume.

